

Enquête nationale 2025

L'accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA

Coopération entre Missions Locales et Conseils
Départementaux

État des lieux, dynamiques et perspectives
UNML – Octobre 2025



Préambule

Contexte et finalité

- Depuis 2024, la mise en œuvre de la Loi pour le Plein Emploi (LPE) a redéfini les relations entre les Missions Locales (ML) et les Conseils Départementaux (CD).
- Dans ce contexte, l'UNML avait mandaté en 2024 un cabinet externe afin de réaliser un état des lieux des relations entre les ML et les CD. Aujourd'hui, l'UNML souhaite approfondir cette démarche en confiant une mission complémentaire à la Mission Locale de Marseille.

Préambule

Les quatre axes structurant la mission :

1. Mesurer l'évolution des coopérations locales entre ML et CD et identifier les besoins, les leviers et les points de friction observés sur les territoires ;
2. Outiller les coopérations Département/ML à travers des modalités de conventionnement adaptées : contenus des accompagnements proposés aux jeunes, offre de service, modalités de financement et de reporting,... des modalités de conventionnement adaptées ;
3. Animer un collectif de professionnels engagés dans l'accompagnement des jeunes RSA. Capitaliser sur les bonnes pratiques et les expertises développées par les Missions Locales ;
4. Créer et diffuser une boîte à outils à destination des professionnels avec des contenus sur « comment répondre aux besoins de ces jeunes » dont un zoom sur les parents isolés.

Traduire et formaliser ces pratiques afin de valoriser auprès des Conseils Départementaux le savoir-faire du réseau et d'en faire des leviers de coopération et de négociation.

Sommaire

- I. Objectifs et Méthodologie
 - II. Principaux éléments d'informations recueillis
 - III. Organisation et ressources du partenariat avec les CD
 - IV. Problématiques rencontrées
 - V. Quelques pistes de réflexion et de propositions : verbatim
- Conclusion et constitution du groupe ressource.

I – Objectifs et Méthodologie

L'étude vise à :

- Cartographier les formes de relations partenariales entre ML et CD ;
- Analyser les modalités d'accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA ;
- Identifier les freins rencontrés et les bonnes pratiques locales ;
- Évaluer l'impact de la LPE sur les structures ;
- Formuler des recommandations pour consolider le partenariat institutionnel et opérationnel.

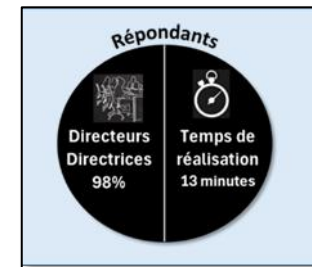
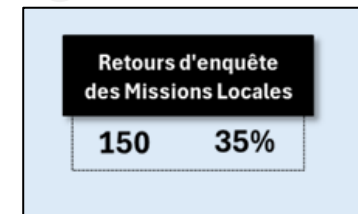
I – Objectifs et Méthodologie

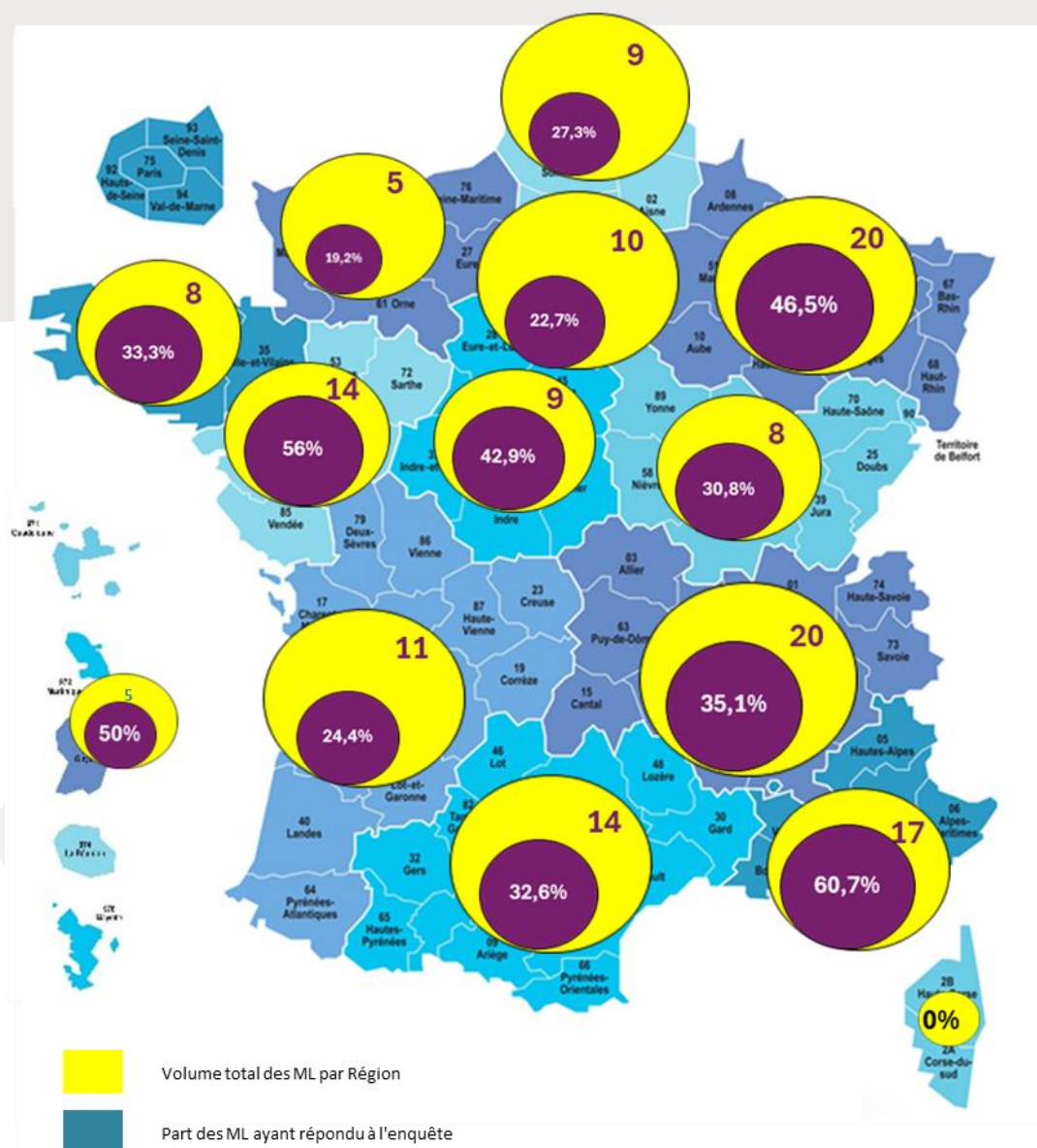
Méthodologie retenue

L'étude repose sur une approche mixte :

- **Enquête en ligne** auprès des 429 Missions Locales, avec 150 réponses (soit 35 % de participation).
- **Analyse quantitative** des données des ML de 83 territoires.
- **Analyse qualitative** à partir des verbatims et de l'étude comparative du rapport réalisé début 2024.

Les résultats combinent une lecture chiffrée et une lecture de terrain (déclaratif).





II – Principaux éléments d'informations recueillis

1. Une géographie des partenariats contrastée

L'étude
des
typologie

Les territoires en recomposition

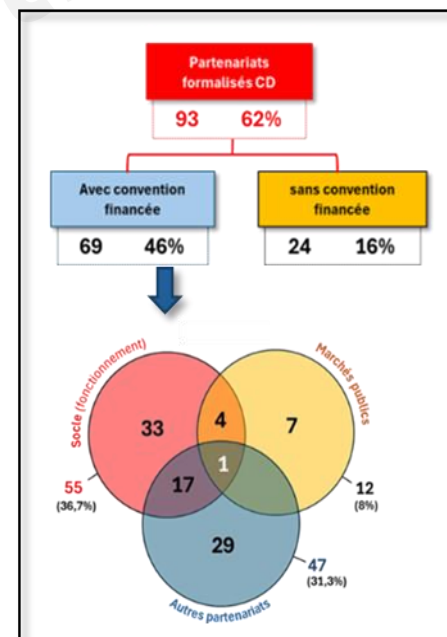
(environ 25%)

On note :

- Des négociations en cours pour la mise en place d'un nouveau cadre.
- Et d'une volonté affichée de rétablir un partenariat, mais souvent sans moyens financiers associés.
- A savoir que ces territoires témoignent d'un climat d'attente et d'incertitude, les ML continuant d'intervenir sans financement.

Les territoires se divisent entre zones consolidées, zones en retrait et zones en recomposition..

- Cette mosaïque traduit des volontés politiques locales très variables.

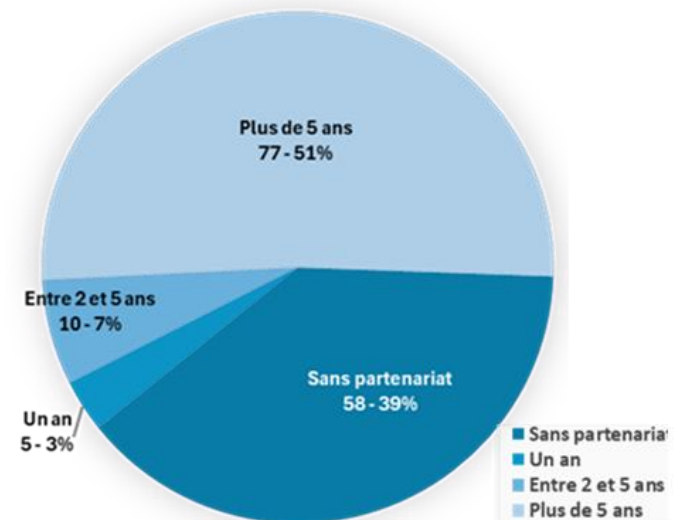


II – Principaux éléments d'informations recueillis

2. Des partenariats historiques qui se fragilisent

- Les conventions de plus de 5 ans restent majoritaires, mais leur pérennité est menacée.
- Une part importante des Missions Locales répondantes présente une diminution de leur financement avec leur CD, voire une suppression.
- Les procédures se complexifient, et la relation devient plus administrative que stratégique.

Antériorité des partenariats

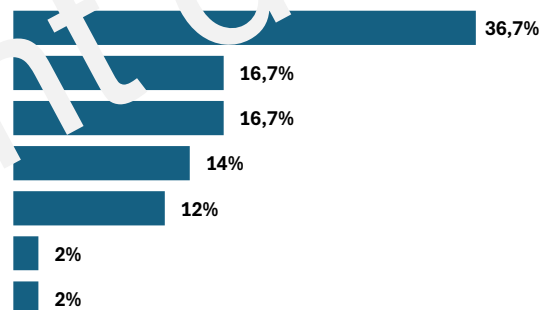


II – Principaux éléments d'informations recueillis

3. Evolution du financement 2024 Vs 2025

➤ Contributions financières en 2024

- 36,7% : sans financement
- 16,7% : moins de 20 000 euros
- 16,7% : entre 20001 et 50 000 euros
- 14% entre 50 001 et 100 000 euros
- 12% entre 100 001 et 200 000 euros
- 2% entre 200 001 et 300 000 euros
- 2% plus de 300 000 euros



- Plus de 40% des structures conventionnées signalent une baisse de subventions en 2025.
- Cette baisse oscille entre 5% et 80% (–12 % en moyenne) – lorsque la subvention n'a pas été totalement supprimée.

II – Principaux éléments d'informations recueillis

4. Les effets de la Loi pour le Plein Emploi

- 60 % des Missions Locales estiment que leurs relations avec les Conseils Départementaux se sont affaiblies depuis 2024. La répartition des rôles entre l'État, France Travail et les Départements demeure parfois floue, entraînant une véritable zone grise institutionnelle.
- La lecture de la LPE diffère parfois entre certains Conseils Départementaux et des Missions Locales, notamment concernant la place de ces dernières au sein du RPE et la prise en charge, dans leur droit commun, de l'accompagnement renforcé des jeunes bénéficiaires du RSA.

III – Organisation et ressources du partenariat avec les CD

1. Typologie et modes de partenariat

- 61% des ML répondantes disposent d'un cadre formalisé avec leur Département.
- Les autres ML fonctionnent sans convention et sans financement.
- La taille et la structuration interne des ML influencent fortement leur stabilité partenariale.

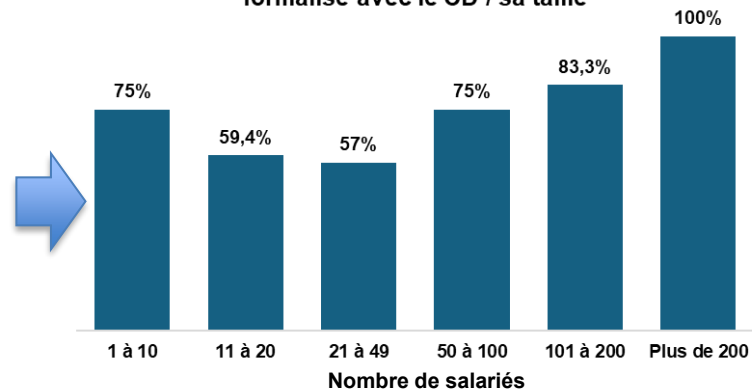
III – Organisation et ressources du partenariat avec les CD

2. Spécificités des structures

Taille des structures Vs type de conventionnement :

- **ML > 100 salariés** : Meilleure stabilité quasi toutes conventionnées – socle et spécifiques
 - **ML 21–49 salariés** : (catégorie majoritaire) : Forte variabilité selon les territoires
 - **ML < 20 salariés** : conventionnement généralement unique
- $\frac{3}{4}$ des petites Missions Locales (0 à 10 agents) disposent d'un partenariat formalisé.
- Pour le reste : le taux de conventionnement augmente avec la taille de la structure.

Part des structures ayant un partenariat formalisé avec le CD / sa taille



III – Organisation et ressources du partenariat avec les CD

3. Moyens humains mobilisés

Les ressources humaines varient selon la présence d'une convention :

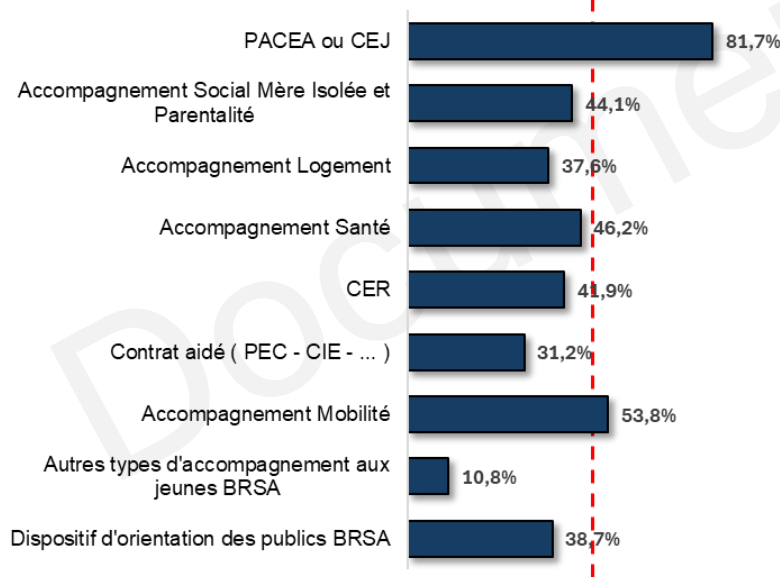
- **Avec convention** : ETP identifiés, accompagnement structuré plus intensif avec des CISP dédiés,
- **Sans convention** : accompagnement informel, suivi moins intensif et spécifique, pas d'ETP dédiés,
 - Dans les territoires non conventionnés, les jeunes BRSA sont obligatoirement en dehors des CISP et PACEA. Légalement il n'est pas possible de les accompagner avec ces dispositifs sans convention.
 - L'intensité du suivi reste insuffisante au regard des besoins sociaux et de santé. Les conseillers sont souvent surchargés et manquent de formations sur les volets sociaux.

III – Organisation et ressources du partenariat avec les CD

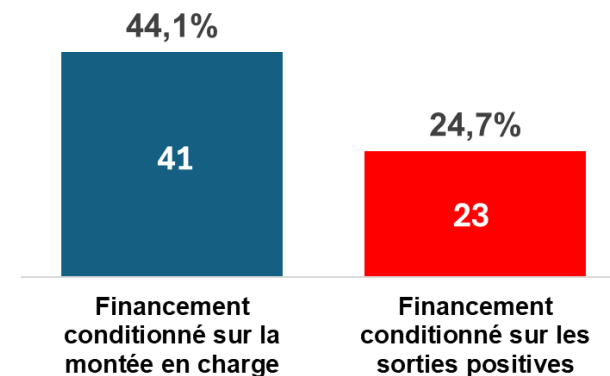
4. Nos points forts : modalités accompagnement

- Les types d'accompagnements proposés sont variés.

Type d'accompagnement proposé aux jeunes BRSA



- Sur les ML conventionnées, 44% ont un financement conditionné par l'atteinte d'objectifs quantitatifs :



Actions ML et gain pour un Conseil Départemental - Exemple de Marseille

- Analyse des sorties positives en ayant une approche la plus réaliste possible de l'économie réalisée par le Conseil départemental
- **Qui** : 2 actions ML Marseille.
- **Quand** : 2024/2025.
- **Volume de jeunes concernés** : 457 jeunes BRSA suivis sur 1 an (6 postes).
- 50% des jeunes sortis sont en situations positives (Formations – Emplois)
- **Volume de jeunes sorties en positif avec arrêt du RSA** : 97 jeunes.
- **Sur 1 an** : 516 711 euros d'économies sur une année pour le CD13 (prise en compte du système de calcul de la CAF).

Subvention allouée par le CD 13 en 2024/2025	Economie réalisé suite arrêt RSA jeunes sortis en positif	Pour le CD13 Cout supporté /effet induit	Gain pour le CD 13 Sur les 5 dernières années
300 000 euros	516 711 euros	216 711 euros	Environ 1 000 000 euros

Nombre de jeunes accompagnés par les ML sur une année sortis du dispositif RSA
A mettre en avant ?

IV – Principales problématiques rencontrées

1. Pilotage institutionnel flou et inégal,
 2. Coordination territoriale partielle,
 3. Moyens humains et financiers insuffisants,
 4. Faible lisibilité du cadre d'action,
 5. Mobilisation parfois difficile du public jeune BRSA.
- Ces fragilités peuvent compromettre la continuité du Service Public de l'Insertion.

V – Quelques pistes de réflexion et de propositions : verbatim

1. Vers un cadre d'intervention clarifié

- Élaborer un accord-cadre tripartite État–Départements–Missions Locales définissant les responsabilités, les financements et les indicateurs communs.
- Proposer aux CD une Offre de Services spécifique sur l'accompagnement des Publics BRSA (en valorisant notre savoir-faire).

VI – Quelques pistes de réflexion et de propositions : verbatim

2. Consolider la territorialisation

Adapter les moyens aux réalités locales :

- Mobilité en zones rurales,
 - Coordination en zones urbaines,
 - Spécificités ultramarines.
- Favoriser la mutualisation interterritoriale et les échanges de pratiques.

VI – Quelques pistes de réflexion et de propositions : verbatim

3. Stabiliser les moyens financiers

- Mettre en place des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM).
- Flécher les crédits RSA jeunes pour garantir leur visibilité.
- Diversifier les sources de financement (FSE+, FAJ collectif, ...).

VI – Quelques pistes de réflexion et de propositions : verbatim

4. Renforcer les moyens humains

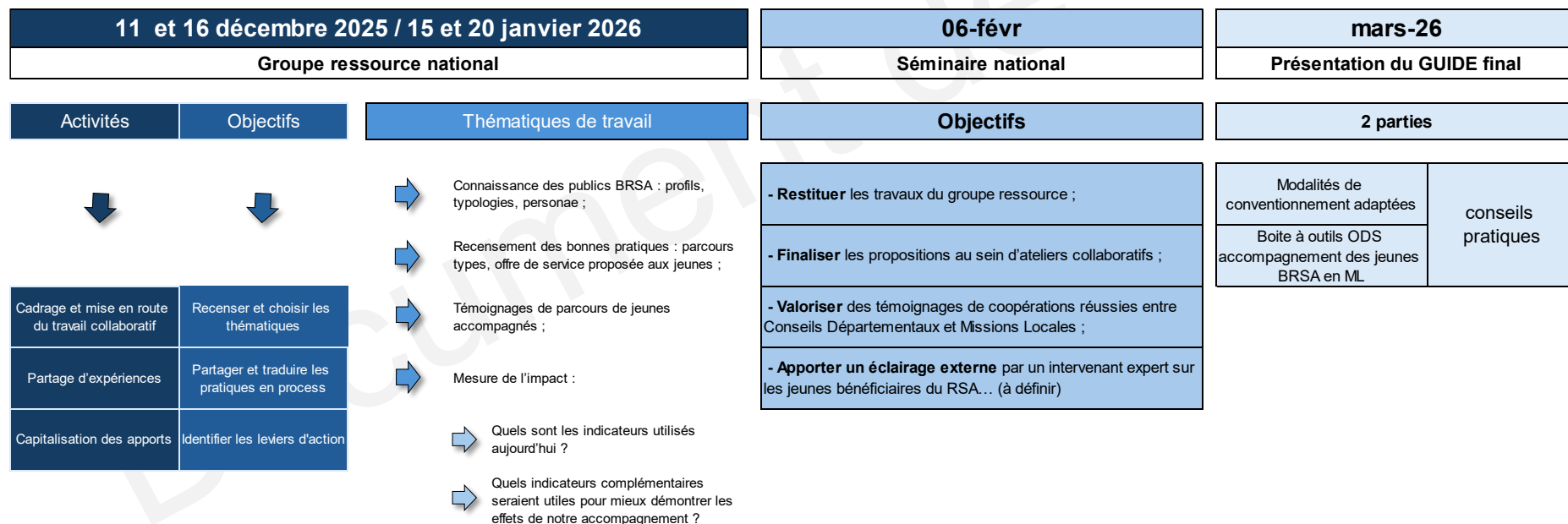
- Développer un plan national de formation BRSA jeunes : accompagnement social, santé mentale, parentalité...
- Créer des postes de référents RSA jeunes mutualisables.

Conclusion

- L'enquête 2025 n'est qu'indicative (35% des ML). Elle met cependant en évidence une coopération en recomposition,
- La réussite de l'accompagnement renforcé des jeunes BRSA dépendra de la clarté du cadre national, de la stabilité financière et de la qualité de l'offre de service proposée par les ML,
- Les Missions Locales en première ligne constituent un maillon essentiel de l'accompagnement des jeunes BRSA.

Rétroplanning prévisionnel

L'accompagnement des publics Bénéficiaires du RSA



Mission déléguée

Présentation de l'équipe MLM

- **Guillaume Stoler** : Responsable de Secteur Développement Emploi-BRSA
(g.stoler@mlmarseille.org)
- **Elsa Deleuil** : Coordinatrice animation thématique BRSA
(e.deleuil@mlmarseille.org)
- **Frédéric Biziou** : Chargé de mission Ingénierie
(f.biziou@mlmarseille.org)
- **Stéphanie Ordano-Mathieu** : Directrice Générale
(s.ordano@mlmarseille.org)